

Évolutions monétaires à la Martinique au 30 septembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8 % en 2014, de 1,0 % en 2015 et de 1,5 % en 2016.

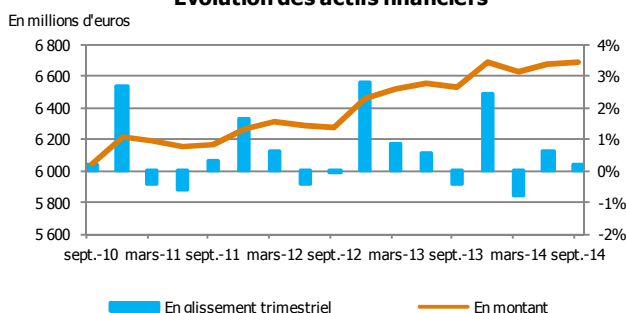
Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE, a notamment indiqué que « s'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE AU TROISIÈME TRIMESTRE

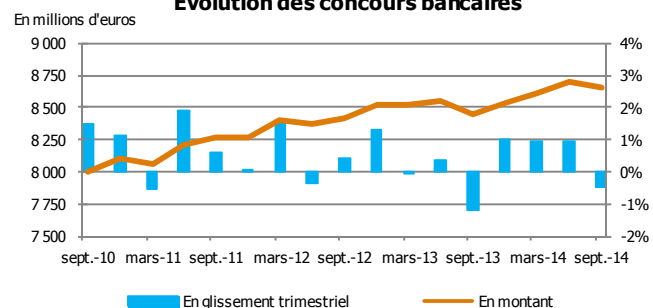
L'activité financière martiniquaise reste globalement bien orientée au troisième 2014, quoique moins dynamique qu'au trimestre précédent. À 8,1 milliards d'euros, l'**encours sain de crédits** affiche un léger repli (-0,4 % sur le trimestre) lié au seul recul des crédits aux autres agents (-16,4 %). Les principales catégories d'agents s'inscrivent en revanche en légère progression (+0,6 % pour les ménages, +1,0 % pour les entreprises et +0,1 % pour les collectivités locales).

Les **actifs financiers** se maintiennent (+0,2 %) et s'établissent à 6,7 milliards d'euros. Les placements des entreprises et les actifs des autres agents croissent (respectivement +1,5 % et +2,3 %). À l'inverse, l'épargne des ménages diminue légèrement (-0,3 %), impactée par la baisse des livrets ordinaires et des livrets A.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



ÉVOLUTION CONTRASTÉE DES ENCOURS DE CRÉDITS

L'encours sain de crédits diminue légèrement sur trois mois (-29 millions d'euros, soit -0,4 %) mais demeure en progression sur l'année (+225 millions d'euros, soit +2,9 % en glissement annuel). L'évolution de l'encours est contrastée par catégorie d'agents.

Progression des crédits aux entreprises

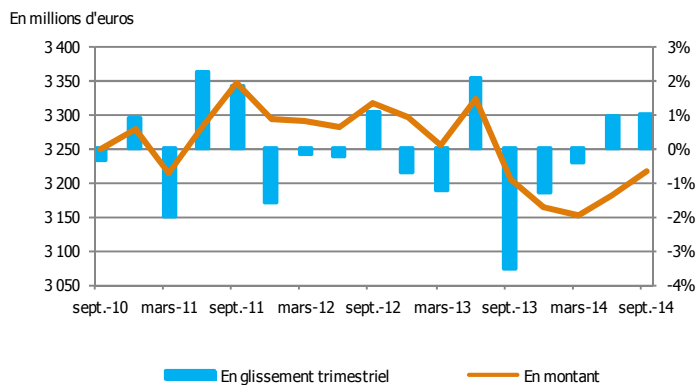
La hausse de l'encours sain de crédits aux entreprises observée à fin juin se confirme au troisième trimestre (+33 millions d'euros, soit +1,0 %). L'encours de crédits des entreprises est équivalent à celui des ménages, soit 3,2 milliards d'euros et 39,8 % de l'encours sain global.

Les **crédits d'investissement** enregistrent une nouvelle hausse (+1,8 % après +0,6 % en juin), en lien notamment avec la croissance des immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+10,2 % sur le trimestre). Par ailleurs, il semble que certaines entreprises, en particulier dans l'industrie agroalimentaire, réalisent des investissements de développement, alors que, depuis le début de l'année, les investissements correspondaient surtout à du renouvellement de matériels et autres outils de production.

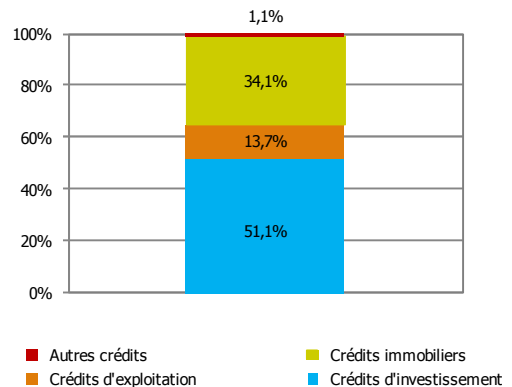
Les **crédits immobiliers** sont également bien orientés ce trimestre (+1,9 %).

En revanche, l'évolution des **crédits d'exploitation** est contraire à celle du précédent trimestre. Alors que ces concours étaient en hausse en juin (+2,8 %), ils s'inscrivent globalement en baisse en septembre (-3,3 %), sous l'effet d'un repli des comptes ordinaires débiteurs (-9,0 % après +9,7 %), qui retrouvent leurs niveaux du mois de mars. Pour leur part, les crédits de trésorerie progressent (+5,2 % après -3,8 %).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



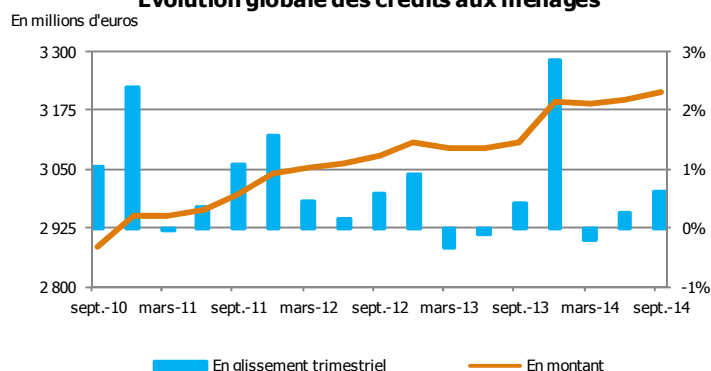
Croissance des crédits aux ménages

Après une très légère hausse en juin, l'encours sain de crédits aux ménages croît de façon plus sensible en septembre (+20 millions d'euros, soit +0,6 %). Il s'établit à 3,2 milliards d'euros et représente 39,8 % de l'encours sain global.

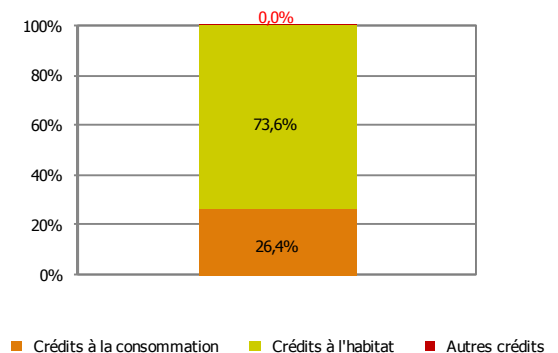
Les **crédits à la consommation** progressent de 0,6 %, après avoir stagné en juin (+0,1 %). Les comptes ordinaires débiteurs augmentent (+4,8 %), comme les crédits de trésorerie (+0,4 %), en lien notamment avec la croissance des immatriculations de véhicules de tourisme neufs (+7,5 % par rapport au précédent trimestre). Le léger rebond des crédits à la consommation n'est toutefois pas suffisant pour inverser la tendance baissière sur un an (-0,6 % en glissement annuel).

Les **crédits à l'habitat**, qui représentent l'essentiel des crédits accordés aux ménages (73,6 %), continuent de progresser (+0,6 % en septembre), mais à un rythme moins soutenu qu'auparavant. En glissement annuel, la croissance des crédits à l'habitat reste forte (+5,1 %).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Maintien des crédits aux collectivités locales

À 1,2 milliard d'euros, l'encours sain de crédits aux collectivités locales reste stable (+0,1 % après +0,0 % en juin). Sa principale composante, les **crédits d'investissement**, progresse (+0,6 %), venant compenser en valeur la diminution des **crédits d'exploitation** (-21,8 %).

Net repli des crédits aux autres agents

Bien que peu significatif dans le total des encours de crédits (5,2 %), l'évolution de l'encours sain de crédits aux autres agents explique à elle seule la diminution de l'encours global. Ces concours se contractent de 16,4 %, essentiellement du fait de la réduction des comptes ordinaires débiteurs d'une unique contrepartie.

Nouvelle diminution de l'encours douteux

Les **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit installés localement sont à nouveau en retrait. Elles s'élèvent à 537 millions d'euros (-12 millions d'euros, soit -2,3 %), provisionnées à 57,6 %. Le taux de créances douteuses brutes s'établit ainsi à 6,8 % (-0,1 point).

STABILITÉ DES ACTIFS FINANCIERS

Après une progression mesurée à fin juin (+0,6 %), les actifs financiers stagnent à fin septembre. Ils représentent 6,7 milliards d'euros (+12 millions d'euros, soit +0,2 %). En glissement annuel, l'ensemble des placements des agents demeure en hausse (+163 millions d'euros, soit +2,5 % en glissement annuel).

Cette relative stabilité masque des évolutions contrastées par maturité d'actifs. Les **dépôts à vue** sont bien orientés (+1,0 %), alors que les **placements liquides ou à court terme** se contractent légèrement (-0,4 %), sous l'effet du recul des OPCVM monétaires (-9,8 %). Par ailleurs, **l'épargne à long terme** stagne (+0,0 %).

Si l'évolution des actifs financiers est hétérogène par maturité, elle l'est également par catégorie d'agents.

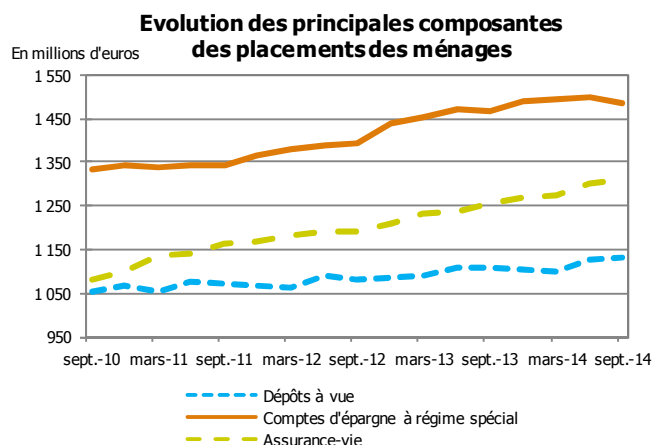
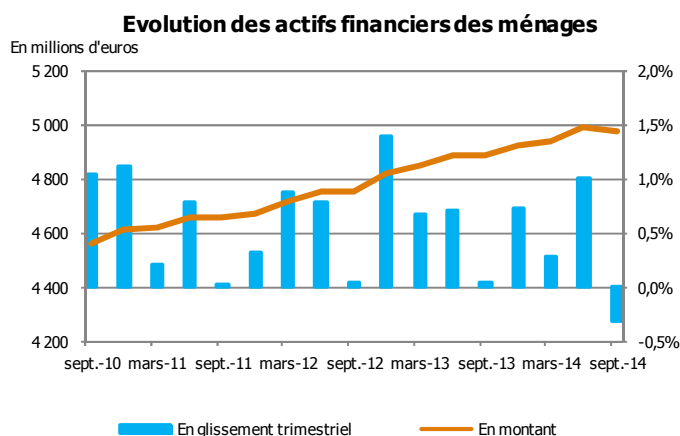
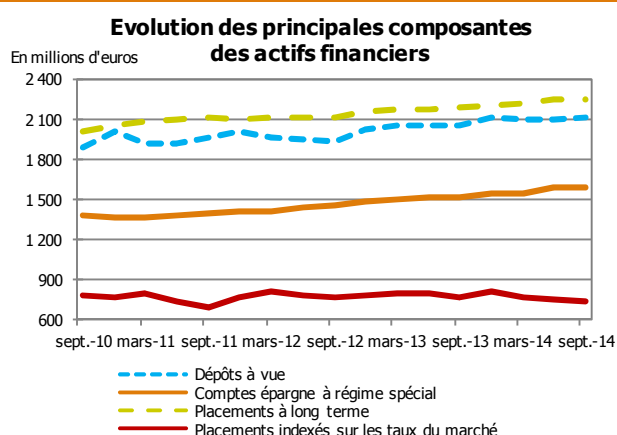
Légère contraction de l'épargne des ménages

À 5,0 milliards d'euros, l'épargne des ménages s'inscrit en baisse au cours du trimestre (-15 millions d'euros, soit -0,3 %). Cette situation est rare. Les actifs des ménages représentent 74,1 % de l'ensemble des actifs.

Le repli des **placements liquides ou à court terme** (-1,0 %) explique la contraction de l'épargne des ménages. Après une progression à fin juin, les comptes d'épargne à régime spécial sont en recul (-0,9 %), en particulier les livrets ordinaires et les livrets A et bleus (respectivement -1,3 % et -1,0 %), impactés par la nouvelle baisse des taux d'intérêt au mois d'août.

En revanche, les **dépôts à vue** se stabilisent après leur hausse sensible au deuxième trimestre (+0,1 % en septembre après +2,5 % en juin). Ils se maintiennent ainsi à leur plus haut niveau historique.

De même, **l'épargne à long terme** stagne (+0,0 %) : les contrats d'assurance-vie continuent de croître (+0,6 %), alors que les portefeuilles-titres sont en retrait significatif (-4,8 %), en lien avec la baisse du CAC40 en juillet (-6,1 % sur un mois et demi).



Croissance des actifs des entreprises

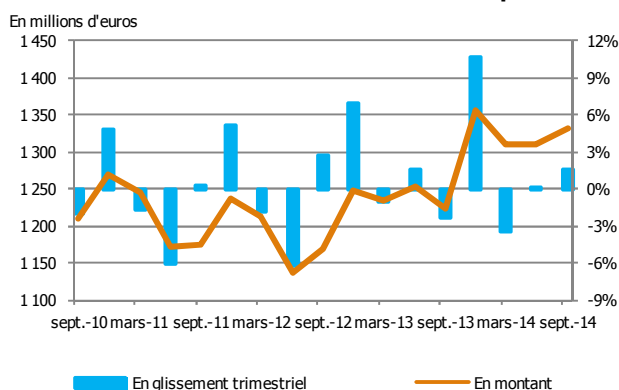
Les actifs financiers des entreprises repartent à la hausse au troisième trimestre (+20 millions d'euros, soit +1,5 %). À 1,3 milliard d'euros, ils représentent 19,9 % de l'ensemble des dépôts.

Les **dépôts à vue**, principaux actifs des entreprises (58,3 %), progressent (+1,7 %) après les replis observés depuis le début de l'année (-3,4 % en juin et -2,8 % en mars).

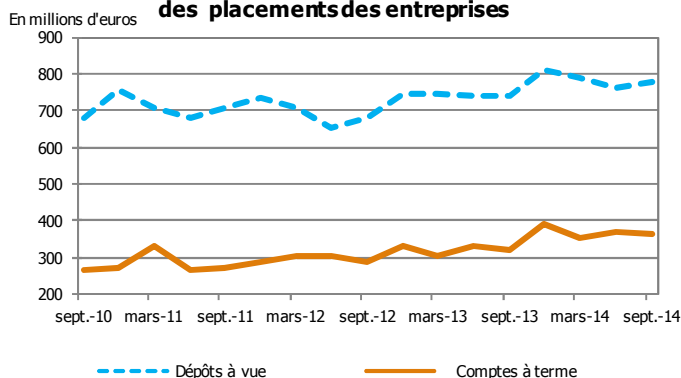
Parallèlement, les **placements liquides ou à court terme** enregistrent une nouvelle hausse (+1,2 % après +6,1 %), imputable aux comptes d'épargne à régime spécial (+56,1 %). Certaines entreprises ont en effet versé des sommes très élevées sur leurs livrets ordinaires. En revanche, les comptes créditeurs à terme et surtout les OPCVM monétaires diminuent (respectivement -0,6 % et -11,5 %), sous l'effet de la baisse des taux du marché monétaire. Sur le trimestre, l'Euribor 3 mois a en effet perdu 12,4 points de base, l'Eonia 5,8 points de base.

L'**épargne à long terme** continue de croître (+1,5 % à fin septembre), mais demeure négligeable dans l'ensemble des actifs détenus par les entreprises (4,1 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Recul des placements des autres agents

Après plusieurs trimestres successifs de repli, les actifs des autres agents enregistrent un rebond (+9 millions d'euros, soit +2,3 %). Retrouvant ainsi leur niveau du premier trimestre, ils constituent 5,7 % de l'ensemble des actifs financiers.

À l'origine de cette évolution, les **dépôts à vue** enregistrent une nette croissance (+3,3 % à fin septembre). Les **placements liquides ou à court terme** progressent également (+1,3 %), portés par les comptes créditeurs à terme (+6,7 %). À l'inverse, l'**épargne à long terme** marque le pas (-0,4 %), après la forte hausse du précédent trimestre (+9,7 %).

MÉTHODOLOGIE

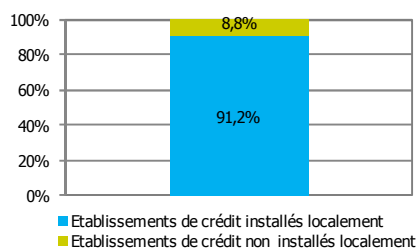
- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

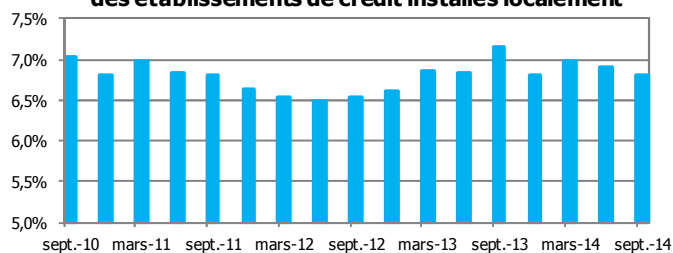
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim.	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	394,7	510,2	513,2	482,7	444,4	444,2	456,5	441,5	-3,3%	-8,5%
<i>Créances commerciales</i>	31,7	30,2	28,6	24,0	19,5	20,8	19,2	20,8	8,5%	-13,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	203,8	200,2	178,8	194,8	188,4	164,8	158,6	166,9	5,2%	-14,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	50,6	46,5	43,9	38,8	39,0	39,4	38,7	36,4	-5,8%	-6,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	152,8	239,6	277,2	229,6	191,5	221,2	242,7	220,7	-9,0%	-3,8%
<i>Affacturage</i>	36,8	40,2	28,7	34,4	45,0	37,4	36,1	33,0	-8,4%	-3,9%
Crédits d'investissement	1 732,7	1 692,5	1 635,2	1 565,5	1 611,9	1 605,3	1 614,3	1 642,6	1,8%	4,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 521,1	1 493,7	1 453,0	1 392,8	1 431,7	1 424,0	1 435,6	1 452,3	1,2%	4,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	126,8	121,9	82,8	71,2	71,0	69,4	68,2	66,6	-2,3%	-6,5%
<i>Crédit-bail</i>	211,6	198,8	182,2	172,6	180,2	181,3	178,8	190,3	6,4%	10,2%
Crédits immobiliers	1 064,1	1 104,9	1 127,5	1 123,5	1 074,8	1 065,8	1 074,7	1 094,9	1,9%	-2,5%
Autres crédits	27,6	40,1	42,2	34,7	33,2	36,4	36,9	36,6	-0,8%	5,6%
Encours sain	3 249,4	3 347,7	3 318,1	3 206,3	3 164,3	3 151,7	3 182,4	3 215,6	1,0%	0,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	910,6	901,0	883,8	852,2	857,5	841,4	841,9	846,9	0,6%	-0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	822,3	806,1	794,0	772,9	782,1	766,3	766,7	769,8	0,4%	-0,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	48,2	49,6	51,7	49,8	47,7	48,4	50,1	52,5	4,8%	5,2%
<i>Crédit-bail</i>	40,2	45,3	38,2	29,4	27,8	26,7	25,2	24,6	-2,0%	-16,2%
Crédits à l'habitat	1 971,4	2 091,6	2 192,3	2 251,9	2 335,2	2 345,2	2 352,6	2 367,3	0,6%	5,1%
Autres crédits	1,0	1,3	1,2	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	-13,7%	-22,2%
Encours sain	2 883,0	2 993,9	3 077,3	3 104,9	3 193,6	3 187,4	3 195,3	3 214,9	0,6%	3,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	23,9	30,7	25,8	20,3	18,5	42,5	29,6	23,2	-21,8%	14,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	20,4	21,0	10,9	19,4	12,9	38,5	25,0	20,2	-19,2%	4,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,5	9,7	14,9	0,9	5,6	3,9	4,6	3,0	-35,6%	237,1%
Crédits d'investissement	974,0	1 026,9	1 099,4	1 125,7	1 186,4	1 169,7	1 182,9	1 190,5	0,6%	5,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	973,6	1 026,5	1 099,2	1 125,6	1 186,3	1 169,6	1 182,9	1 190,4	0,6%	5,8%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	0,0	0,0	3,5	3,5	3,5	4,5	4,5	4,5	n.s.	n.s.
Autres crédits	2,0	0,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	999,9	1 058,4	1 128,9	1 149,6	1 208,4	1 216,7	1 217,0	1 218,1	0,1%	6,0%
Autres agents										
Encours sain	338,2	333,7	365,2	386,5	384,5	459,8	506,4	423,5	-16,4%	9,6%
TOTAL										
Encours sain	7 470,5	7 733,7	7 889,6	7 847,3	7 950,9	8 015,6	8 101,1	8 072,2	-0,4%	2,9%
<i>dont ECNIL</i>	831,0	873,4	783,9	678,5	668,4	706,9	706,1	713,6	1,1%	5,2%
Créances douteuses brutes	537,7	532,8	522,8	603,2	585,2	602,5	598,3	585,2	-2,2%	-3,0%
<i>dont ECIL</i>	502,5	501,0	496,3	552,8	532,4	548,4	549,4	537,0	-2,3%	-2,9%
Créances douteuses nettes	224,6	214,8	217,2	288,8	273,1	288,3	284,7	275,7	-3,2%	-4,5%
<i>dont entreprises</i>	155,1	152,2	141,3	176,7	170,7	183,9	179,9	167,8	-6,7%	-5,1%
<i>dont ménages</i>	64,5	55,9	62,6	71,0	70,7	72,9	73,3	74,3	1,3%	4,6%
Provisions	313,1	318,0	305,6	314,4	312,1	314,2	313,6	309,5	-1,3%	-1,5%
Encours total	8 008,2	8 266,5	8 412,4	8 450,4	8 536,1	8 618,1	8 699,5	8 657,5	-0,5%	2,5%
Taux de créances douteuses brutes	6,7%	6,4%	6,2%	7,1%	6,9%	7,0%	6,9%	6,8%	-0,1 pt	-0,4 pt
<i>dont ECIL</i>	7,0%	6,8%	6,5%	7,2%	6,8%	7,0%	6,9%	6,8%	-0,1 pt	-0,4 pt
Taux de provisionnement	58,2%	59,7%	58,5%	52,1%	53,3%	52,2%	52,4%	52,9%	0,5 pts	0,8 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim.	1 an
Entreprises	1 209,4	1 175,1	1 168,3	1 224,6	1 354,8	1 308,6	1 310,7	1 330,2	1,5%	8,6%
Dépôts à vue	677,0	708,1	681,1	739,4	812,6	789,9	762,8	775,7	1,7%	4,9%
Placements liquides ou à court terme	482,1	404,7	437,5	433,0	489,7	465,9	494,1	499,9	1,2%	15,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,6	20,3	30,4	9,3	8,4	8,9	29,3	45,7	56,1%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	467,6	384,3	407,1	423,7	481,3	457,0	464,9	454,3	-2,3%	7,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	265,0	269,9	286,7	321,2	391,4	355,1	368,4	366,1	-0,6%	14,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	166,3	58,5	93,4	96,4	82,1	91,8	86,3	76,4	-11,5%	-20,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	35,7	55,5	26,6	5,8	7,7	9,7	9,8	11,5	16,9%	98,5%
Epargne à long terme	50,3	62,4	49,7	52,3	52,5	52,9	53,7	54,6	1,5%	4,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	27,6	38,2	16,2	18,9	19,1	18,9	18,8	19,1	1,9%	1,2%
Ménages	4 563,1	4 660,4	4 755,2	4 889,9	4 925,7	4 939,6	4 989,1	4 973,9	-0,3%	1,7%
Dépôts à vue	1 051,9	1 074,1	1 081,1	1 109,9	1 104,7	1 101,1	1 129,0	1 129,8	0,1%	1,8%
Placements liquides ou à court terme	1 556,1	1 555,2	1 627,5	1 675,2	1 693,8	1 699,2	1 694,6	1 678,3	-1,0%	0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 333,9	1 345,3	1 395,7	1 467,8	1 491,7	1 492,8	1 501,4	1 487,5	-0,9%	1,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	512,9	504,0	520,7	507,1	515,8	513,7	512,9	506,3	-1,3%	-0,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	469,3	497,6	530,4	583,9	592,7	597,6	602,7	596,4	-1,0%	2,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,4	13,9	13,3	13,6	13,5	13,6	13,4	-1,5%	0,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	77,4	69,7	63,8	57,9	56,9	51,3	50,9	50,6	-0,6%	-12,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	137,8	139,1	144,3	185,8	193,0	197,7	202,9	203,7	0,4%	9,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	121,5	120,6	122,7	119,7	119,7	119,1	118,5	117,2	-1,1%	-2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	222,3	210,0	231,8	207,4	202,1	206,4	193,2	190,7	-1,3%	-8,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	175,6	185,0	207,9	188,8	184,4	188,6	176,0	173,1	-1,6%	-8,3%
<i>dont bons de caisse</i>	1,8	1,6	1,6	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	9,3%	12,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	44,8	23,3	22,3	17,6	16,7	16,7	16,1	16,5	2,1%	-6,3%
Epargne à long terme	1 955,1	2 031,1	2 046,6	2 104,8	2 127,1	2 139,3	2 165,5	2 165,8	0,0%	2,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	520,5	525,3	529,4	536,1	547,2	549,3	549,9	554,4	0,8%	3,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	79,4	69,9	65,7	61,4	61,0	59,8	58,6	57,5	-1,9%	-6,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,9	4,3	4,7	5,4	5,0	5,0	5,8	5,6	-3,8%	3,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	199,3	187,4	196,8	190,7	192,5	192,5	194,5	185,2	-4,8%	-2,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	69,9	78,4	59,5	57,1	50,3	57,0	55,3	54,3	-1,8%	-4,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 081,1	1 165,8	1 190,5	1 254,1	1 271,2	1 275,6	1 301,3	1 308,8	0,6%	4,4%
Autres agents	278,0	331,1	357,1	412,8	405,8	386,7	377,8	386,3	2,3%	-6,4%
Dépôts à vue	159,9	178,0	175,7	205,6	198,6	208,6	202,1	208,7	3,3%	1,5%
Placements liquides ou à court terme	111,2	130,1	158,3	173,8	185,3	156,6	152,1	154,1	1,3%	-11,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	25,5	29,4	33,5	43,8	49,4	49,0	54,9	54,5	-0,7%	24,5%
Placements indexés sur les taux de marché	85,7	100,7	124,8	130,0	135,9	107,6	97,2	99,6	2,4%	-23,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	64,3	83,2	87,3	102,7	101,9	81,2	74,4	79,4	6,7%	-22,7%
Epargne à long terme	6,9	23,0	23,1	33,4	21,8	21,5	23,6	23,5	-0,4%	-29,7%
Total actifs financiers	6 050,5	6 166,7	6 280,6	6 527,4	6 686,3	6 634,9	6 677,6	6 690,4	0,2%	2,5%
Dépôts à vue	1 888,8	1 960,2	1 937,9	2 054,9	2 116,0	2 099,6	2 093,9	2 114,3	1,0%	2,9%
Placements liquides ou à court terme	2 149,5	2 090,0	2 223,4	2 282,0	2 368,8	2 321,7	2 340,8	2 332,3	-0,4%	2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 373,9	1 395,0	1 459,7	1 520,9	1 549,5	1 550,8	1 585,6	1 587,8	0,1%	4,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	528,7	524,5	554,9	541,6	553,4	551,3	570,6	581,5	1,9%	7,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	492,8	526,7	560,0	602,4	612,8	617,8	629,0	621,3	-1,2%	3,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,4	13,9	13,3	13,6	13,5	13,6	13,4	-1,5%	0,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	77,4	69,7	63,8	57,9	56,9	51,3	50,9	50,6	-0,6%	-12,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	137,9	139,1	144,4	185,9	193,1	197,7	202,9	203,7	0,4%	9,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	121,6	120,7	122,7	119,8	119,8	119,2	118,6	117,3	-1,1%	-2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	775,6	695,0	763,7	761,1	819,3	770,9	755,2	744,6	-1,4%	-2,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	504,9	538,1	582,0	612,7	677,7	625,0	618,8	618,6	0,0%	1,0%
<i>dont bons de caisse</i>	10,9	9,5	3,4	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8	5,8%	6,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	35,7	55,5	26,6	5,8	7,7	9,7	9,8	11,5	16,9%	98,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	224,1	92,0	151,7	140,9	132,2	134,5	124,8	112,7	-9,8%	-20,0%
Epargne à long terme	2 012,2	2 116,5	2 119,3	2 190,5	2 201,5	2 213,7	2 242,8	2 243,8	0,0%	2,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	520,7	525,5	529,6	536,4	547,5	549,5	550,2	554,7	0,8%	3,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	79,4	69,9	65,7	61,4	61,1	60,0	58,8	57,6	-1,9%	-6,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,9	4,3	4,7	5,4	5,0	5,0	5,8	5,6	-3,8%	3,0%
<i>dont actions</i>	77,7	75,5	67,0	70,6	73,9	75,2	75,4	70,0	-7,2%	-0,9%
<i>dont obligations</i>	149,4	141,7	169,6	172,0	159,2	158,1	162,6	158,2	-2,7%	-8,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	99,0	130,7	88,4	87,7	80,7	87,3	85,8	86,0	0,2%	-2,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 081,1	1 169,0	1 194,3	1 256,9	1 274,0	1 278,5	1 304,3	1 311,7	0,6%	4,4%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : décembre 2014